

# RÈGLEMENT INTÉRIEUR

## DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES CONSERVATEURS DU PATRIMOINE ET DES PROFESSIONNELS DES MUSÉES ET DES AUTRES PATRIMOINES PUBLICS DE FRANCE - AGCCPF

**Adopté lors de son assemblée générale du 26 mars 2025**

Le présent règlement intérieur est établi en application de l'article 23 des statuts annexés au décret du 18 mai 2021 de l'association reconnue d'utilité publique dite L'ASSOCIATION NATIONALE DES CONSERVATEURS DU PATRIMOINE ET DES PROFESSIONNELS DES MUSÉES ET DES AUTRES PATRIMOINES PUBLICS DE FRANCE-AGCCPF (ci-après appelée « l'association »).

Il a pour objectif de préciser les règles d'organisation et de fonctionnement prévues par les statuts. Ainsi les statuts s'appliquent dans le silence du règlement intérieur et ils prévalent en cas de divergence d'interprétation.

Le règlement intérieur est préparé par le conseil d'administration qui le soumet à l'adoption de l'assemblée générale statuant à la majorité simple. Il n'entre en vigueur qu'après validation du ministère de l'Intérieur.

### **Article 1 – Les membres**

#### **1-1. Composition de l'association**

##### **1-1.1. L'agrément des membres**

Seuls les nouveaux membres font l'objet d'un agrément.

Pour être agréé, un membre doit remplir les conditions suivantes :

- avoir pris connaissance des statuts et du règlement intérieur de l'association,
- avoir versé le montant de sa cotisation.

Le refus d'agrément n'est pas obligatoirement motivé et ne peut faire l'objet d'un recours. Toute adhésion intervenant après une interruption de cotisation nécessite un nouvel agrément.

##### **1-1.2. L'adhésion**

La cotisation donne le droit d'être membre de l'association pour un an à compter de la date de son encaissement.

Les cotisations des membres s'établissent comme suit en fonction de leur niveau de rémunération et d'engagement :

- Professionnel de catégorie A+ et A ou équivalent
- Professionnel de catégorie B ou équivalent et retraité des catégories A+, A et B

- Professionnel de catégorie C ou équivalent et retraité de cette catégorie, étudiants, élèves conservateurs de l'INP
- Professionnel membre individuel d'une association professionnelle partenaire de l'AGCCPF

Les montants sont fixés sur proposition du conseil d'administration de l'association lors de son assemblée générale qui en délibère.

Les cotisations par mesure de simplification peuvent être collectées par la section régionale fédérée, lorsqu'elle existe, pour les transmettre intégralement à l'association après accord du Conseil d'administration. Cette transmission intervient en deux fois, à raison d'un (1) versement par semestre, au plus tard le 31 mai et le 30 novembre.

### **1-1.3. Les membres d'honneur**

L'attribution de la qualité de membre d'honneur à une personne ayant rendu des services signalés à l'association est proposée au conseil d'administration par tout administrateur qui produit pour la circonstance les informations utiles à la délibération, à savoir les raisons motivant l'attribution de cette distinction.

L'admission des nouveaux membres d'honneur fait l'objet d'une communication à la plus prochaine assemblée générale.

La qualité de membre d'honneur donne droit à des attributions spécifiques dûment discutées et validées en Conseil d'administration.

### **1-2. La perte de la qualité de membre**

La qualité de membre peut être perdue pour non-paiement de la cotisation.

En cas de renouvellement d'adhésion, si la demande est exprimée par l'adhérent en dehors des délais prévus, elle est considérée comme refusée et entraîne une radiation, avec la mise en œuvre des droits correspondants.

#### **1-2.1. La radiation pour motif grave**

Sont susceptibles d'entraîner la radiation pour motifs graves :

- toute attitude compromettant le bon fonctionnement de l'association ou en contradiction avec les buts qu'elle s'est fixée,
- une situation de conflit d'intérêt,
- une atteinte à l'image ou à la notoriété de l'association.

Le conseil d'administration décide de la radiation pour motif grave à la majorité des deux-tiers en exercice.

L'intéressé est informé par courrier avec accusé de réception de la procédure de radiation engagée à son encontre. Ce courrier l'informe des griefs retenus contre lui, du délai de 15 jours dont il dispose pour présenter sa défense par écrit ou oralement. L'intéressé peut se faire assister.

L'intéressé est entendu seul ou accompagné de son conseil par le conseil d'administration qui le convoque à cet effet. Le conseil délibère à huis clos, hors sa présence et celle de son représentant éventuel. Seuls les administrateurs sont admis à participer aux débats.

Le conseil d'administration décide :

- soit de mettre un terme à la procédure de radiation et il en informe l'intéressé dans un délai de 8 jours par courrier avec accusé de réception,
- soit de radier l'intéressé et il l'en informe dans un délai de 8 jours par courrier avec accusé de réception. Ce courrier l'avise des motifs de radiation retenus et de la possibilité de faire appel de la décision devant l'assemblée générale qui statue alors en dernier ressort. Dans ce cas, l'appel est suspensif de la radiation.

## **Article 2 – L'assemblée générale**

### **2-1. Composition de l'assemblée générale**

L'assemblée générale comprend tous les membres de l'association agréés et à jour de leur cotisation au moment de l'assemblée générale ainsi que les membres d'honneur.

### **2-2. Convocation à l'assemblée générale**

Les convocations à l'assemblée générale sont adressées au plus tard 15 jours avant qu'elle ne se tienne

- par insertion dans la newsletter,
- par lettre simple,
- par courriel.

L'ordre du jour arrêté par le conseil d'administration, les documents nécessaires aux délibérations et une formule de pouvoir sont joints à la convocation. Les comptes de l'association sont communiqués ou mis à disposition des membres lors de la réunion de l'assemblée générale.

### **2-3. Participation à l'assemblée générale**

Chaque membre agréé, et à jour de sa cotisation peut voter et se faire représenter.

Il en est de même pour les membres honoraires.

La liste des membres fait l'objet d'une liste d'émargement présentée à la signature dès leur entrée à l'assemblée générale.

Chaque membre présent dispose d'une voix, augmentée du nombre de pouvoirs dont il serait détenteur. Chaque membre ne peut détenir plus de cinq (5) pouvoirs. Les pouvoirs excédant cette limite ne peuvent être utilisés. Seul le mandant peut dans ce cas désigner un nouveau mandataire.

Le président a voix prépondérante en cas d'égalité des votes.

Les pouvoirs sont nominatifs. Chaque pouvoir, nécessairement écrit et produit par envoi au CA, n'est donné que pour une séance de l'assemblée générale. Sous peine de nullité, il mentionne

clairement l'identité du mandant et celle du mandataire ainsi que la date de l'assemblée générale concernée.

Ont lieu au scrutin secret :

- les votes concernant des personnes : élections, radiations, rémunérations, remboursement de frais...
- les votes inscrits comme tels à l'ordre du jour sur décision du conseil d'administration,
- les votes inscrits comme tels à l'ordre du jour sur décision du quart au moins des membres de l'assemblée générale.

## **2-4. Quorum et majorités à l'assemblée générale**

### **2-4.1. Quorum**

Pour délibérer valablement sur tous les points inscrits à l'ordre du jour, à l'exception des décisions de modification statutaire ou de dissolution de l'association, l'assemblée générale doit réunir la majorité des suffrages exprimés, les abstentions, bulletins blancs ou nuls ne comptent pas. Le vote est sans condition de quorum.

Pour délibérer valablement sur les modifications apportées aux statuts, l'assemblée générale doit réunir au moins le quart des membres en exercice, pour le calcul du quorum, les pouvoirs compris.

Pour délibérer valablement sur la dissolution, l'assemblée générale doit réunir plus de la moitié des membres en exercice. Pour le calcul du quorum, les pouvoirs sont pris en compte.

Pour délibérer valablement sur les modifications apportées aux statuts ou la dissolution en deuxième convocation, les conditions de la première convocation seront reconduites.

### **2-4.2 Majorités**

À l'exception des délibérations ayant pour objet l'adoption de modifications statutaires ou la dissolution de l'association, les décisions sont adoptées à la majorité simple des suffrages exprimés. Les votes nuls ou blancs et les abstentions sont soustraits de la base du calcul de cette majorité. Les pouvoirs sont comptés.

Dans le cas des modifications statutaires ou de la dissolution, les décisions doivent réunir la majorité des deux tiers des membres présents.

## **2-5. Ordre du jour de l'assemblée générale**

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration, sur proposition du bureau.

Il peut être complété à la demande du quart au moins des membres qui doit être satisfaite au plus tard 8 jours avant la tenue de l'assemblée générale.

Cette demande peut être formulée par courriel ou par tout autre support écrit. Elle est adressée au président.

Le conseil d'administration peut cependant consentir en opportunité une modification de l'ordre du jour même si cette proportion n'est pas atteinte.

L'assemblée générale annuelle inscrit *a minima* à son ordre du jour :

- le bilan moral (rapport d'activités) de l'association,
- le rapport financier,
- l'approbation des comptes et l'affectation du résultat,
- le quitus donné au conseil sur sa gestion de l'association,
- le vote du budget prévisionnel de l'exercice suivant.

Le cas échéant, sont inscrites :

- l'élection du conseil d'administration ou l'élection d'administrateurs sur les postes occupés transitoirement par les remplaçants cooptés par le conseil d'administration,
- la nomination du commissaire aux comptes et de son suppléant.
- la modification du règlement intérieur
- tout projet dûment motivé par le CA de l'association

Les questions diverses ne donnent pas lieu à délibération.

## **2-6. Fonctionnement**

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration sauf décision contraire de l'assemblée générale statuant à la majorité simple, qui désigne alors son bureau.

## **2-7. Le procès-verbal de l'assemblée générale**

Le procès-verbal de la séance est rédigé par le bureau de l'assemblée générale. Il prévoit notamment :

- la date de l'assemblée,
- la date de la convocation,
- l'ordre du jour,
- les pièces nécessaires aux délibérations, également jointes à la convocation,
- le nombre de membres convoqués,
- le nombre de membres présents,
- l'atteinte du quorum, adapté selon la nature de la décision le nombre de membres représentés,
- les résolutions prises et, pour chacune d'elles, la répartition des suffrages,
- les réponses aux questions diverses,
- le cas échéant, le résultat des élections (candidats, élus, nombre de voix).

Le procès-verbal de l'assemblée générale est accessible à tous les membres par tout moyen l'avisant directement (courrier, courriel, insertion dans un bulletin de liaison...) et/ou par mesure de publicité (internet...).

## **Article 3 –Composition du conseil d’administration**

### **3-1. Election**

#### **3-1.1. Dispositions générales**

Les élections ont lieu au scrutin secret.

En cas d’égalité des voix des candidats sur le dernier poste à pourvoir, le candidat le plus ancien au sein de l’association est déclaré élu.

L’élection en remplacement d’administrateurs décédés, empêchés définitivement, démissionnaires ou révoqués est inscrite à l’ordre du jour de la plus prochaine assemblée générale. Le conseil d’administration lance un appel à candidature ouvert à tous les membres de l’association.

#### **3-1.2. Renouvellements partiels**

L’association est administrée par un conseil d’administration dont le nombre des membres est compris entre 15 au moins et 21 au plus.

Les membres du conseil sont élus pour un mandat de 6 ans.

Il est renouvelé par moitié tous les 3 ans. Le conseil est constitué de 2 promotions. À chaque élection, aucune des promotions ne peut avoir un effectif inférieur à 7 ou supérieur à 10 membres pour la première session et inférieur à 8 ou supérieur à 11 pour la seconde session.

L’assemblée générale détermine le nombre de postes à pourvoir selon cette règle.

### **3-2. Présence – participation- pouvoirs au conseil d’administration**

Les membres du conseil d’administration sont tenus d’assister personnellement à ses réunions.

La présence du tiers au moins des membres du conseil d’administration en exercice est requise pour la validité des délibérations.

Les membres du conseil d’administration qui interviendraient par visioconférence, si les conditions techniques le permettent, peuvent être considérés comme participant au quorum et voter.

Les membres empêchés de participer à une réunion du conseil d’administration peuvent s’y faire représenter en donnant un pouvoir à un autre membre élu.

Les pouvoirs sont nominatifs. Chaque pouvoir, nécessairement écrit, n’est donné que pour une séance et pour l’ordre du jour tel que figurant à la convocation.

Sous peine de nullité, il mentionne clairement l’identité du mandant et celle du mandataire ainsi que la date du conseil d’administration concerné. Chaque membre ne peut détenir plus de 1 pouvoir.<sup>2</sup>

#### **3-2.1. Le vote par correspondance**

Le vote par correspondance n’est permis que pour les élections.

Un membre votant par correspondance ne peut recevoir de pouvoir.

Chaque membre reçoit la liste des candidats, leur profession de foi, les bulletins de vote et deux enveloppes : une enveloppe sur laquelle est mentionnée l'identité du votant et dans laquelle sera versée la deuxième enveloppe, anonyme, contenant le bulletin de vote. La convocation indique la date limite de réception du vote au siège de l'association.

L'association tient à jour une liste des membres ayant participé au vote et la date de réception de leur courrier.

Les votes sont dépouillés en une fois sur un même site, sous le contrôle de membres issus du conseil d'administration en exercice.

Les résultats sont proclamés dès la fin du dépouillement.

### **3-2.2. Vote dématérialisé**

Le vote dématérialisé n'est permis que pour procéder à une élection et sous réserve que les moyens techniques le permettent.

Un membre votant par voie dématérialisée ne peut recevoir de pouvoir.

Le conseil d'administration doit s'assurer que tous les membres de l'association sont en mesure de participer à un vote dématérialisé. Ceux qui le demandent peuvent participer au vote par correspondance.

Dans un délai de 3 semaines avant la date retenue pour l'ouverture des élections, le conseil d'administration adresse à tous les membres un courrier ou courriel :

- les informant de la date de l'élection,
- appelant les candidatures,
- précisant la forme qu'elles doivent prendre,

Une convocation personnelle est adressée à tous les membres et indique :

- l'adresse du site internet dédié au vote et les modalités d'accès au service en ligne.
- Les dates/heures d'ouverture et de fermeture du site dédié. Les électeurs doivent disposer d'au moins 7 jours pour voter en ligne.
- La liste des candidats et leur profession de foi.
- L'identifiant et le mot de passe personnel.

Est constitué un bureau de vote composé d'administrateurs en exercice et d'un nombre au moins équivalent de scrutateurs.

Pour voter, chaque membre se connecte avec un identifiant personnel et son mot de passe secret.

Le système interdit de voter plus d'une fois. Le vote est anonymisé et le votant reçoit un accusé

de réception.

Les votes sont versés dans une urne électronique qui ne conserve aucune trace logique ou physique de l'ordre d'arrivée des votes et qui ne peut être ouverte qu'une fois les opérations de vote clôturées.

Le bureau de vote procède au décompte des voix. Sont décomptés en priorité les votes en ligne puis, le cas échéant, les votes par correspondance, après vérification que les votants par correspondance n'ont pas déjà voté par voie électronique.

Les résultats sont mis en ligne dès que le dépouillement est achevé. Ils sont accompagnés d'un procès-verbal indiquant le nombre de membres ayant le droit de vote, le nombre des votants, le nombre de votes nuls ou d'abstentions, et le nombre de voix par candidats.

### **3-3. Démission d'office et révocation d'un administrateur**

Tout administrateur absent (sauf pour raison de santé) ou non représenté par un mandataire dûment désigné, à 3 réunions consécutives du conseil d'administration peut être déclaré démissionnaire d'office.

Sont considérés comme motifs susceptibles d'entraîner la révocation du conseil d'administration les motifs prévus à l'article 1-2 du présent règlement intérieur pour la radiation d'un membre.

La révocation et la démission d'office d'un administrateur interviennent dans le respect des droits de la défense.

Ainsi, la décision de démission d'office ou de révocation est-elle prise par le conseil d'administration à la majorité des deux-tiers des membres en exercice.

L'intéressé est informé par courrier avec accusé de réception de la procédure engagée à son encontre. Ce courrier l'informe des griefs retenus contre lui, du délai de 15 jours dont il dispose pour présenter sa défense par écrit ou oralement. L'intéressé peut se faire assister.

L'intéressé est entendu par le conseil d'administration qui le convoque à cet effet. Le conseil délibère à huis clos, hors sa présence et celle de son représentant éventuel. Seuls les administrateurs sont admis à participer aux débats.

Le conseil d'administration décide :

- soit de mettre un terme à la procédure et il en informe l'intéressé dans un délai de 8 jours par courrier avec accusé de réception.
- soit de révoquer l'intéressé et il l'en informe dans un délai de 8 jours par courrier avec accusé de réception. Ce courrier l'avise des motifs de la décision et de la possibilité de faire appel devant l'assemblée générale qui statue alors en dernier ressort. Dans ce cas, l'appel est suspensif de la démission d'office ou de la révocation.

## **Article 4 – Le fonctionnement du conseil d'administration**

### **4-1. Réunions du conseil d'administration**

#### **4-1.1. Convocation**

Le conseil d'administration est convoqué par le président par lettre simple ou courriel envoyé à chaque administrateur deux semaines au moins avant la date de la réunion.

La moitié au moins des membres du conseil d'administration ou un quart des membres de l'association peut demander la convocation d'une réunion du conseil d'administration non programmée par le président. Cette demande comporte un ordre du jour et le nom des signataires. Elle est adressée par écrit au président. Le président dispose alors d'un délai de deux semaines maximum pour fixer le jour de la réunion.

Le président peut refuser de convoquer le conseil d'administration uniquement si le quart des membres du conseil d'administration ou le quart des membres de l'association n'est pas atteint. Il lui appartient alors d'en apporter la preuve.

Le conseil décide en séance de la date de la prochaine réunion et si possible établit le calendrier prévisionnel semestriel des réunions.

En cas d'urgence justifiée constatée et notifiée par mail au CA par la moitié au moins de ses membres, le président peut convoquer une réunion du conseil d'administration dans des délais plus brefs, toutefois jamais inférieurs à 3 jours.

#### **4-1.2. Ordre du jour du conseil d'administration**

L'ordre du jour est joint à la convocation. Il peut être complété à la demande des administrateurs au plus tard une (1) semaine avant la date de la réunion.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour peuvent faire l'objet de décisions.

Les documents nécessaires aux délibérations sont diffusés auprès de tous les administrateurs au plus tard une (1) semaine avant la date de la réunion.

Les questions abordées dans le point consacré aux Questions diverses ne peuvent faire l'objet que d'une information, d'échanges sans décision, qui sont portés au procès-verbal.

#### **4-1.3. Votes**

Ont lieu au scrutin secret les votes concernant des personnes et ceux demandés par un administrateur présent.

En cas de scrutin secret, le président peut décider de lever le secret de son suffrage pour user de sa voix prépondérante.

A l'exception des votes à la majorité renforcée prévus par les statuts, les délibérations du conseil d'administration sont adoptées à la majorité simple des suffrages exprimés des membres présents.

#### **4-2. Compétences du conseil d'administration**

Le conseil d'administration met en œuvre la politique et les orientations générales décidées par l'assemblée générale et exécute les décisions adoptées par l'assemblée générale. Il gère et administre l'association conformément à ces orientations.

Il attribue la qualité de membre d'honneur et en rend compte annuellement à l'assemblée générale.

Il se prononce sur la radiation des membres, la démission d'office et la révocation d'administrateurs dans le respect des droits de la défense.

Il arrête les projets soumis à l'assemblée générale.

Il prépare le budget prévisionnel de l'association à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale. Il arrête les comptes, les soumet à l'approbation de l'assemblée générale et propose l'affectation du résultat.

Il autorise, dans les limites prévues par le budget voté par l'assemblée générale, la création et la suppression de postes salariés. Il peut donner délégation à cet effet au président.

Il est informé des délégations de signature consenties par les membres du bureau.

En cas de besoin, le conseil d'administration peut créer des commissions et des groupes de travail à la temporalité variée. Le conseil d'administration en définit la composition. Il peut mettre fin à tout moment à une commission ou un groupe de travail.

Il est institué une commission de médiation (examen et arbitrage) chargée d'assister dans leurs fonctions les professionnels membres de l'association en difficulté professionnelle.

Il est institué une commission chargée du suivi et de la coordination éditoriale de la revue publiée par l'association.

Il est institué une commission chargée des questions professionnelles et statutaires et de leurs défenses auprès des tutelles de la fonction publique d'Etat et de la fonction publique territoriale.

Ces commissions ont un rôle consultatif et sont forces de proposition. Dans la mesure du possible, leur constitution reflète la diversité des membres de l'association. Les analyses, réflexions et propositions de ces commissions sont présentées au conseil d'administration.

### **4-3. Le procès-verbal**

Le procès-verbal de la réunion est établi par le secrétaire ou par un autre membre du conseil d'administration nommé pour la circonstance.

Le procès-verbal indique :

- la date du conseil d'administration,
- la date de la convocation,
- l'ordre du jour,
- les pièces nécessaires aux délibérations jointes à la convocation,
- le nombre de membres convoqués,
- le nom des membres présents,
- l'atteinte du quorum,
- le nom des membres représentés et leur mandataire,
- les résolutions assorties des majorités auxquelles elles ont été adoptées,
- le cas échéant, les analyses, les arguments, les positions contraires défendus en séance par les administrateurs,
- les points échangés sans donner lieu à résolution que le conseil a décidé de consigner,
- les réponses aux questions diverses.

Le procès-verbal est adressé avec l'ordre du jour du conseil d'administration suivant. Son approbation est inscrite comme premier point à l'ordre du jour. Tout membre présent peut demander à faire inscrire sa position au procès-verbal. Un membre absent ne peut demander une modification des termes des résolutions.

Le procès-verbal définitif approuvé par le conseil d'administration est paraphé à chaque page par le président et signé par lui, et par le secrétaire ou toute autre personne que le conseil aurait désignée. Une copie est adressée à tous les administrateurs. L'original est conservé par l'association. Tous les procès-verbaux de l'association sont archivés.

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont mis à la disposition des membres de l'association sur simple demande de leur part.

### **4-4. Remboursement des frais**

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions gratuitement. Toutefois, les membres du conseil d'administration sont autorisés à demander, sur justificatifs, le remboursement des frais engagés suivant un barème fixé par le conseil d'administration sur proposition du bureau et sous réserve des disponibilités financières visées par le trésorier.

Les dépenses engagées et les demandes doivent être respectueuses de la bonne gestion des deniers de l'association.

Il est rendu compte à l'assemblée générale annuelle du montant des frais remboursés.

Le budget prévisionnel voté par l'assemblée générale propose une évaluation du montant maximal de frais à rembourser.

Les membres du conseil d'administration peuvent abandonner leurs frais de mission au bénéfice de l'association selon les conditions prévues par le code général des impôts et bénéficier ainsi d'une déduction fiscale.

#### **4-5. Prévention des conflits d'intérêts**

L'association veille à prévenir et gérer toute situation de conflit réel, potentiel ou apparent, pouvant exister entre ses intérêts et les intérêts personnels ou professionnels de ses administrateurs ou de toute personne agissant au nom de l'association.

Les administrateurs et les personnes agissant au nom de l'association sont tenus de remplir une déclaration d'intérêts telle que définie par la Haute autorité pour la transparence de la vie politique dans laquelle ils indiquent leurs fonctions et leurs mandats au sein des seules personnes morales ayant un rapport avec l'objet de l'association pendant les cinq dernières années.

Cette déclaration, réalisée en début de mandat, est actualisée à l'initiative de l'intéressé dès lors qu'une modification intervient concernant ces liens.

Les déclarations sont portées à la connaissance des administrateurs et de toute personne agissant au nom de l'association.

A moins que l'administrateur intéressé n'en prenne l'initiative, le conseil d'administration est en droit de voter le déport ou la démission d'un membre du conseil d'administration qui se trouverait dans une situation de lien d'intérêt réel, potentiel ou apparent.

### **Article 5 – le bureau**

#### **5-1. Election du bureau**

Lors de la première séance réunissant les administrateurs nouvellement élus, le conseil d'administration procède à l'élection du nouveau bureau sous la présidence du plus ancien au sein de l'association d'entre eux.

Chaque membre du conseil d'administration peut se porter candidat sur chacun des postes du bureau prévus par les statuts. L'élection s'effectue au scrutin secret.

Il est d'abord procédé à l'élection du président. Le président de séance laisse immédiatement la place au président élu, lequel fait ensuite procéder à l'élection des autres membres du bureau.

#### **5-2. Révocation individuelle ou collective des membres du bureau**

Le conseil d'administration décide à la majorité des suffrages de la révocation d'un membre de bureau dont l'attitude compromet le bon fonctionnement de l'association ou est en contradiction

avec les buts qu'elle s'est fixée.

L'intéressé est informé par courrier avec accusé de réception de la procédure engagée à son encontre. Ce courrier l'informe des griefs retenus contre lui, du délai de 15 jours dont il dispose pour présenter sa défense par écrit ou oralement. L'intéressé peut se faire assister.

L'intéressé est entendu par le conseil d'administration qui le convoque à cet effet. Le conseil délibère à huis clos, hors sa présence et celle de son représentant éventuel. Seuls les administrateurs sont admis à participer aux débats.

Le conseil d'administration décide :

- soit de mettre un terme à la procédure de révocation et il en informe l'intéressé dans un délai de 8 jours par courrier avec accusé de réception,
- soit de révoquer l'intéressé et il l'en informe dans un délai de 8 jours par courrier avec accusé de réception. Cette décision est insusceptible de recours. L'intéressé ne perd pas à ce titre sa qualité d'administrateur.

La révocation collective des membres du bureau obéit aux mêmes règles que la révocation individuelle.

### **5-3.Fonctionnement du bureau**

#### **5-3.1. Les réunions de bureau**

Le bureau est convoqué par tout moyen (lettre, courriel...) par le président. Il en dirige les débats.

Les pouvoirs ne sont pas admis en cas d'absence aux réunions du bureau.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le président, le secrétaire. Les autres membres du bureau peuvent compléter l'ordre du jour à tout moment.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. Le président ne dispose pas de voix prépondérante.

En cas d'impossibilité à réunir une majorité, la décision est renvoyée au conseil d'administration.

#### **5-3.2. Les compétences du bureau**

Le bureau exécute les décisions du conseil d'administration et de l'assemblée générale en veillant à leur conformité légale et statutaire.

Il prépare les travaux du conseil d'administration. À ce titre, il impulse toute action relevant des statuts de l'association et facilite l'organisation et la mise en œuvre effective de ces actions.

Il est chargé de la gestion courante de l'association.

Il ne peut recevoir délégation de l'intégralité des pouvoirs du conseil d'administration.

Les membres du bureau, dans leur domaine de compétence respectif, font droit à toute demande émanant des administrateurs ou des membres de l'association, de communication des comptes annuels, de pièces comptables ou de procès-verbaux.

#### **5-4. Les responsabilités des membres du bureau**

##### **5-4.1. Les responsabilités du président**

Le Président est chargé de représenter l'association dans les actes de la vie civile, d'ester en justice, tant en demande qu'en défense.

Il décide des dépenses conformément au budget prévisionnel adopté par l'assemblée générale.

Le président ouvre les comptes en banque nécessaires au bon fonctionnement de l'association et décidés par le conseil d'administration.

Il signe les actes de vente, d'achat de biens immobiliers, les emprunts, en exécution des décisions du conseil d'administration ou de l'assemblée générale.

Il signe les contrats de location en exécution des décisions du conseil d'administration.

Il propose au bureau les décisions à soumettre au conseil d'administration concernant le fonctionnement et les activités de l'association.

Le président peut donner délégation de pouvoirs et/ou de signature pour un objet et une durée déterminée à tout membre du conseil d'administration et au directeur. Il en informe le conseil d'administration. Les délégations de pouvoir sont effectuées avec faculté ou non de subdélégation et sont révocables à tout moment dès lors que le président en a informé le conseil d'administration. Elles sont nécessairement établies par écrit, signées des deux parties et ne produisent leurs effets qu'à compter de la date de la dernière signature. Le document actant de la délégation est conservé et archivé par le secrétariat.

Le président peut également donner en bonne et due forme une procuration à tout collaborateur de l'association, bénévole, salarié, mis à disposition ou détaché auprès d'elle, ou à des professionnels habilités sous son contrôle et sous son autorité, après accord du conseil d'administration.

Le président peut déléguer à une personne agréée par le conseil d'administration, autre que le trésorier, une partie des dépenses courantes ne relevant pas des choix stratégiques.

Il peut déléguer la direction du siège de l'association et la gestion courante administrative et financière, en particulier les activités opérationnelles nécessaires au bon fonctionnement

quotidien de l'association.

Il peut déléguer au secrétaire ou au trésorier les formalités de déclaration prévues par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901 ainsi que la transmission des comptes annuels de l'association et du rapport d'activité :

- au ministre de l'intérieur,
- au préfet du département du siège,
- aux ministres de tutelle.

#### **5-4.2. Les responsabilités des vice-présidents**

Les vice-présidents secondent le président et, à la demande de celui-ci, le remplacent selon leur disponibilité.

Les fonctions de l'un des vice-présidents peuvent être cumulées avec celles de secrétaire ou de trésorier, cette décision doit être soumise au vote du conseil avant la tenue des élections des membres du bureau.

Le premier vice-président assume temporairement la présidence en cas de démission ou d'empêchement du président, dans l'attente de l'élection d'un nouveau président au plus prochain conseil d'administration qui se tiendra dans les meilleurs délais. En cas d'empêchement ou de démission du vice-président, le second puis le troisième vice-président assument la présidence, dans l'attente de l'élection d'un nouveau président au plus prochain conseil d'administration.

#### **5-4.3. Les responsabilités du secrétaire**

Le secrétaire, sur délégation du président, peut assurer la direction du siège, la gestion courante administrative et financière de l'association et de son personnel.

Il est responsable de l'envoi des convocations et de l'ordre du jour des réunions de l'assemblée générale, du bureau, du conseil d'administration, et de la rédaction et de l'envoi des procès-verbaux ou relevés de décisions de ces réunions dans les délais déterminés.

Le secrétaire transmet, sur délégation du président, au préfet du département du siège, au ministre de l'intérieur, aux ministres de tutelle les comptes annuels et les rapports annuels d'activité.

Il déclare, sur délégation du président, au préfet et au ministre de l'intérieur la composition complète du conseil d'administration après chaque élection, précisant les nom, prénom, profession, nationalité, domicile, et le cas échéant les fonctions au sein du bureau, conformément à l'article 5 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association.

Il procède ou veille à ce qu'il soit procédé à toutes les déclarations prévues par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association et au décret du 16 août 1901 pour l'exécution de cette loi (article 3 notamment).

Le secrétaire peut déléguer ses pouvoirs ou sa signature. Il en informe le conseil d'administration.

Ces délégations, révocables à tout moment, sont effectuées avec faculté ou non de subdéléguer. Elles sont nécessairement établies par écrit cosignées des deux parties, dûment archivées par le secrétariat, et ne produisent leurs effets qu'à compter de la date de la dernière signature. Elles sont révocables à tout moment dès lors qu'une information est donnée au conseil d'administration.

#### **5-4.4. Les responsabilités du trésorier**

Le trésorier encaisse les recettes. Il perçoit notamment les cotisations, les loyers et les subventions.

Il exécute les dépenses de l'association décidées par le président.

Il vérifie la régularité des remboursements de frais.

Il est chargé de gérer les comptes bancaires.

Il informe le bureau et le conseil d'administration de la gestion des titres.

Il prépare et soumet au bureau et au conseil d'administration le rapport financier et le projet de budget présentés à l'assemblée générale annuelle.

Il est l'interlocuteur du commissaire aux comptes.

Le trésorier peut déléguer ses pouvoirs ou sa signature. Il en informe le conseil d'administration. Ces délégations, révocables à tout moment, sont effectuées avec faculté ou non de subdéléguer. Elles sont nécessairement établies par écrit cosignées des deux parties, dûment archivées par le secrétariat, et ne produisent leurs effets qu'à compter de la date de la dernière signature.

### **Article 6 – Organisation territoriale de l'association en associations régionales**

L'action de l'association est relayée par des associations régionales (dites sections régionales dans les statuts). Les adhérents de l'association relèvent, sauf décision contraire de leur part, de l'association régionale, quand elle existe, correspondant à leur adresse professionnelle ou personnelle déclarée au siège. Ils disposent du droit de vote auprès de l'association à laquelle ils sont rattachés.

Dans le cas de mobilités professionnelles, les adhérents de l'association relèvent, si elle existe, de l'association correspondant à leur nouvelle affectation ou habitation personnelle.

Dans certains cas particuliers, des adhérents peuvent souhaiter ne relever d'aucune association régionale. Dans ce cas, ils sont membres simples par adhésion directe à l'AGCCPF et ne sont rattachés à aucune association régionale.

Lorsqu'il n'existe pas d'association dans une région, des adhérents à l'association peuvent proposer d'en créer une. Le projet est soumis à la décision du conseil d'administration puis à celle de l'assemblée générale. Ils peuvent de ce fait être dûment représentés au sein du conseil d'administration.

Les associations fédérées de l'AGCCPF deviennent automatiquement association régionale sous réserve d'adhérer aux statuts et présent règlement intérieur.

Dans les régions où sont créées à la demande de l'Etat et des collectivités régionales des associations comprenant à la fois des personnes physiques (professionnels) et des personnes morales (musées ou établissements patrimoniaux), une association régionale exclusivement composée de membres actifs de l'association nationale et cotisant auprès d'elle peut être admise en leur sein comme association régionale. Cette association se conforme aux statuts et au présent règlement intérieur pour ce qui concerne ses activités.

Les adhérents de l'association qui résident à l'étranger ne relèvent d'aucune association.

La création des associations régionales est proposée par le bureau et est approuvée par le conseil d'administration.

La création et la suppression d'une association régionale sont soumises à délibération de l'assemblée générale.

L'association régionale assure une veille sur les mobilités de ses membres (départs en retraite, mutations, nominations...) et met à jour chaque année un recensement de ses membres et le transmet à la fédération.

Elles sont déclarées au préfet du département du siège conformément à l'article 3 du décret du 16 août 1901.

Chaque association régionale est placée sous la responsabilité d'un président élu par les membres de l'association ressortissants de la région concernée.

Si un président d'une association régionale membre de l'AGCCPF accède à la présidence de l'association, son association régionale procède à son remplacement dans un délai d'un mois.

### **Article 7 – Associations partenaires**

Dans le but d'élargir le champ des travaux de l'association, cette dernière peut inviter d'autres associations professionnelles œuvrant dans les domaines de la recherche, de la conservation, de la restauration et de la médiation de tous les champs du patrimoine public inscrit aux statuts, à siéger ponctuellement au sein d'un conseil d'administration élargi. Leurs représentants siègent alors à titre consultatif. Lors de ces conseils, des projets communs peuvent être proposés.

### **Article 8 – Obligation d'information des tutelles**

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année au ministre de l'intérieur aux adresses suivantes :

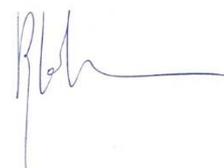
- Adresse postale
  - Ministère de l'intérieur
  - Direction des libertés publiques et des affaires juridiques
  - Bureau des associations et fondations
  - Place Beauvau

75800 Paris cedex 08

- Adresse électronique  
comptes-arup-frup@interieur.gouv.fr

Paris, le 26 mars 2025

Rachel Suteau, présidente

Handwritten signature of Rachel Suteau in blue ink, consisting of a stylized 'R' and 'S' followed by a horizontal line.

Olivier Labat, secrétaire général

Handwritten signature of Olivier Labat in black ink, featuring a large, sweeping loop at the top and several vertical strokes below.